

NOTAT LA SUBSIDIAIRE...

Lors de la réunion du conseil d'administration de l'UNEDIC, qui s'est tenue à Paris le 1^{er} octobre 1996, le patronat et ses domestiques syndicaux ont véritablement plébiscité Nicole Notat dont chacun sait qu'elle n'est autre chose qu'un instrument docile entre les mains du sieur Juppé, momentanément Premier Ministre de Jacques Chirac.

Ainsi, le compromis proposé par la C.G.T.-F.O. sur la base d'un accord possible pour maintenir une gestion paritaire de ce qui subsiste de notre protection sociale a été rejeté par le patronat qui se rallie, sans vergogne, aux tenants du tripartisme, c'est-à-dire, de l'étatisation. On est loin... fort loin des campagnes contre le «*tout État*».

Ce faisant, Gouvernement et patronat jouent les apprentis-sorciers. Le succès de Notat la subsidiaire et de Jean Gandois, l'ami fidèle de Martine Aubry et de son papa, risque fort de n'être, finalement, qu'une victoire à la Pyrrhus, dans la mesure où la constitution d'un bloc gouvernement-patronat-domestiques syndicaux, conduit nécessairement à la constitution d'un autre bloc, rassemblant tous ceux - et ils sont nombreux - qui, dans ce pays, veulent demeurer fidèles à la «*République*», c'est-à-dire à une certaine forme de démocratie.

Au-delà de la fonction de Présidente de l'UNEDIC, dont il faut, bien entendu, relativiser l'importance, le plébiscite de Notat la domestique a une valeur symbolique qui, de toute évidence, va obliger à des «*révisions déchirantes*». Autrement dit, et pour ne s'en tenir qu'au plan syndical, entre certains militants de la C.G.T. et militants de la C.G.T.F.O. une claire perception des dangers qui les menacent va, nécessairement, conduire à certains rapprochements lourds de conséquences.

Certes, les choses ne sont pas faciles dans la mesure où, dans la C.G.T. et, dans une moindre mesure, dans la C.G.T.-F.O., il existe des courants prêts à rallier le camp des réactionnaires plus ou moins nostalgiques de Vichy... Mais l'histoire ne se répète jamais d'une façon identique et plus d'un demi-siècle nous sépare de la «*divine surprise*» chère à Maurras et à Emmanuel Mounier; et, en dépit des efforts de la propagande d'État pour nous convaincre du contraire, les travailleurs et les démocrates disposent aujourd'hui d'organisations mieux armées pour ordonner les combats provoqués par l'aveuglement politique des princes qui nous gouvernent.

De ce point de vue, le voyage du Pape en France, d'abord «*filie aînée de l'Église*», puis «*laïque et républicaine*» et qui a donné lieu à de bien curieuses palinodies, prouve que l'assurance dont semblent faire preuve Juppé et ses domestiques, n'est que pure apparence.

Après tout, eux aussi, connaissent leur histoire. Après 1940... 1945. A un moment ou à un autre, il faudra bien rendre des comptes!

Alexandre HÉBERT.

Grève des Médecins Généralistes: Les médecins généralistes ont appelé à une grève des visites de nuit du 3 au 4 octobre en raison d'une mesure gouvernementale réduisant les honoraires qui leur étaient dus pour des visites effectuées la nuit. Cette mesure scandaleuse du gouvernement contre les médecins généralistes sera mise en œuvre par Mr. Spaeth, Président C.F.D.T. de la C.N.A.M.

RENAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL...

La fin peu glorieuse du stalinisme a, dans un premier temps, donné lieu à démonstration indécente des tenants de «*l'économie de marché*», autrement dit, de l'économie capitaliste créditée de toutes les vertus.

Après la rude expérience du stalinisme, nos camarades russes sont confrontés à la logique implacable de l'économie capitaliste et sont amenés, tout comme nous, à rechercher les moyens de défense de leurs intérêts de classe, et, au-delà, ouvrir, si possible, la voie à la démocratie.

Au moment même où les camarades de Kaliningrad publient leurs textes, l'U.A.S. décidait d'adhérer, elle aussi, à l'alliance internationale des travailleurs.

Comme eux, nous ne considérons pas que «*la fin justifie (ou sanctifie) les moyens*». Comme eux, également, nous préférons les «*liens horizontaux*» au verticalisme. En France, le mouvement syndical authentique a conservé les structures horizontales dues à l'anarchiste Fernand Pelloutier en opposition avec Jules Guesde, atteint, il est vrai, de crétinisme parlementaire aigu...

Partisans résolus de l'internationalisme prolétarien que nous ne confondons pas avec des idéologies universalistes (catholiques) ou mondialistes qui nous conduisent (en dehors des états nationaux) à une sorte de monstre totalitaire: l'état supra-national. Nous avons déjà individuellement participé aux efforts (qu'il convient de saluer) pour rassembler les travailleurs du monde entier.

Aujourd'hui, comme *Solidarnost* de Kaliningrad, notre groupe, l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*, adhère lui aussi à l'E.I.T.

En dépit de l'usage frauduleux que les staliniens en ont fait, nous demeurons partisans de la fière formule du *Manifeste communiste*: «*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*».

Alexandre HÉBERT.

ALEXANDRE JIDENKOV: «*POURQUOI NOUS AVONS ADHÉRÉ À L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS*».

En septembre dernier, l'organisation *Solidarnost* de Kaliningrad est devenue membre de l'*Entente Internationale des travailleurs*. Notre organisation ayant toujours été prudente dans le choix de ses alliés et partenaires, cette décision a suscité un certain nombre de questions. Que gagnait *Solidarnost* à adhérer à l'EIT? Nous ne sommes pas d'accord sur tout avec l'Entente, ce lien organisationnel n'allait-il pas nous contraindre à transiger sur nos principes?

Naturellement, cette question, chacun de nous se l'est posée, et si un vote nominal (un référendum) a montré une rare unanimité, il faut que nous ayons eu des raisons solides de répondre positivement. Les pages de ce bulletin ouvrier conviennent tout à fait pour nous expliquer et exprimer nos arguments.

Commençons par les tâches et les buts du mouvement ouvrier. Nous voyons bien que l'économie mondiale devient unique. Les mouvements de capitaux ne connaissent pas de frontières. Toutes les corporations les plus puissantes et nombre de firmes moins importantes sont devenues multinationales. Les organisations financières internationales dictent une politique unique aux Parlements et aux gouvernements. Les députés, les présidents, les rois et les dictateurs de toute la planète servent un même maître, une poignée unie de ploutocrates. Le pouvoir de l'argent met à leurs pieds: dirigeants des partis politiques, bonzes syndicaux et personnalités du monde culturel. Dans ce contexte, la division des travailleurs suivant les frontières nationales profite à ceux pour qui les frontières et les douanes n'existent plus depuis longtemps. La devise «*diviser pour régner*» est devenue infiniment plus efficace qu'à l'époque des légionnaires romains. La propagande de la «*Nouvelle Russie*» ne cesse de décrier la notion de classe pour, dans un même mouvement, mettre en avant la notion de «*nation*». Et, pourtant, il n'est pas bien difficile de comprendre que, même au

niveau le plus élémentaire, l'intérêt du travailleur français est que son homologue russe gagne davantage: ceux qui acceptent de se vendre à bas prix déprécient pour tous la valeur de la force de travail.

Ainsi, donc, l'ennemi naturel de la classe ouvrière s'est depuis longtemps coordonné à l'échelle internationale. N'est-il pas logique que les travailleurs en fassent autant? En adhérant à l'*Entente*, les membres de *Solidarité* ont fait un pas dans ce sens.

Bien sûr, il est important pour nous de savoir à qui nous avons affaire. Nous ne sommes pas partisans de l'idée que «*la fin justifie les moyens*». Nous sommes, en accord avec le principe essentiel de l'EIT, le refus du système de l'exploitation du travail, la lutte contre le pouvoir du capital. Nous apprécions que les membres de l'EIT ne tentent pas d'imposer à leurs camarades une conception unique des structures non capitalistes qui pourraient être une alternative à l'ordre existant. Nous apprécions que l'*Entente* ne fonctionne pas verticalement, c'est-à-dire qu'elle n'ait pas d'organes dirigeants faisant descendre des directives obligatoires.

Notre organisation est fondée sur des liens horizontaux. Nous savons le prix de la liberté et saurons la défendre dans nos organisations.

Mais nous savons aussi qu'il n'y a pas de liberté sans solidarité.

Jo. SALAMERO: L'UAS ADHÈRE À L'E.I.T.

Partout dans le monde, les mêmes politiques produisent les mêmes effets, accentuant jusqu'à la rendre insoutenable l'exploitation des classes ouvrières.

La logique de ces politiques de régression sociale entraîne inévitablement les tentatives de juguler l'action indépendante des organisations syndicales et politiques qu'ont construit les travailleurs, au prix de lourds sacrifices, pour la défense de leurs propres intérêts. Cette volonté de faire taire le mouvement ouvrier peut prendre différentes formes: de l'interdiction pure et simple avec la répression qui la soutient, à l'intégration étatique progressive, partielle ou totale, les méthodes sont multiples pour obtenir la vassalisation des organisations.

C'est ainsi que la remise en cause par l'État subsidiaire du rôle et de la place des organisations syndicales est une des méthodes, et non des moindres, pour si nous n'y mettons bon ordre, conduire à la destruction pure et simple des syndicats devenus «*courroies de transmissions*» d'un État supra national totalitaire.

C'est pourquoi aucun effort ne doit être négligé pour fédérer toutes les initiatives tendant à organiser la résistance de tous les partis, groupements, syndicats, associations, qui, à travers le monde, agissent pour maintenir, défendre, ou conquérir ce droit imprescriptible pour les salariés: celui de s'associer, de se regrouper en unions, fédérations, syndicats, confédérations, partis. Depuis 1864, l'*Internationale* a connu des fortunes diverses! Il n'est pas inutile, bien au contraire, dans nos mouvements respectifs, d'analyser pour comprendre, les causes des scissions et pour conforter nos débats communs.

Rien, en principe, ne nous oblige à répéter des erreurs, d'autant que quelques expériences devraient nous inciter à la réflexion. Réflexion qui ne doit pas empêcher l'action; elle lui est nécessaire, mais elle doit aussi être nourrie par cette action.

C'est pourquoi, l'initiative de convoquer pour les 20, 21, 22, 23 octobre, à Paris, la deuxième conférence ouvrière mondiale ouverte, reçoit l'adhésion des militants regroupés à l'U.A.S.

Il ne s'agit pas simplement d'une adhésion «*pour le principe*», au nom de l'internationalisme traditionnel... Il s'agit pour nous d'affirmer notre conviction profonde que face aux diktats du F.M.I. et de ses valets nationaux, face à l'Europe vaticane, il nous faut impérativement organiser, coordonner, tous ceux qui ne se contentent pas d'affirmer théoriquement que «*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*».

Il se trouve que cette conférence mondiale se tient en France au moment du 90^{ème} anniversaire du Congrès Confédéral d'Amiens, au cours duquel la C.G.T. sut faire le choix de l'indépendance de classe par rapport aux partis et à l'État. C'est en nous référant à ce congrès (qui, certes, n'a pas couvert tous les aspects de la lutte sociale) que nous souhaitons la réussite de la conférence mondiale.

UNE LETTRE À MARC BLONDEL...

Rose Boutaric, Secrétaire générale de la *Fédération F.O. des Employés et Cadres* a adressé le 3 octobre 1996 une lettre à Marc Blondel dont nous publions ci-dessous de larges extraits:

Cher camarade,

Comme bon nombre d'entre nous, tu as pu entendre sur les ondes périphériques la déclaration du «Président F.O. Paris» qui a provoqué l'indignation d'un grand nombre de camarades et de responsables de notre Fédération.

De quoi s'agit-il? Le secrétaire de l'U.D. de Paris s'est autorisé à dire: «Si nous avons perdu la présidence de la CNAM et aujourd'hui la présidence de l'UNEDIC, c'est dû au fait que nous sommes devenus un syndicat contestataire et donc cela nous marginalise». Aujourd'hui, défendre et mobiliser pour la protection sociale (assurance maladie, assurance chômage) cela nous marginalise-t-il? Tout au contraire, pour les camarades qui ont fait le travail, le résultat est le renforcement de l'audience et de la crédibilité de l'organisation, parce que nous avons toujours su rester en phase avec les aspirations des salariés.

Agir autrement et prétendre que nous serions marginalisés, ce n'est que mensonge et trahison. Sauf à prétendre qu'il est possible, dans la situation d'aujourd'hui, de défendre les revendications des salariés sans se marginaliser du patronat et du gouvernement. Prétendre cela, c'est donner raison à l'axe Notat/Juppé constitué contre les salariés, pour licencier et récupérer les acquis sociaux au nom de la «réduction du coût du travail».

Cette déclaration s'ajoute à la campagne de dénigrement menée contre toi et contre les orientations de la Confédération, et aussi contre la mobilisation de novembre et décembre 1995. Tout récemment encore, alors que les plans de licenciements se multiplient et que notre organisation était engagée dans la préparation du rassemblement du 21 septembre, une fois de plus, nous avons constaté que l'Union Départementale de Paris brillait par sa quasi-absence...

LES VOLEURS DE BAGDAD...

Monsieur Toubon a bien raison - pressé par ses alliés objectifs socialistes - de vouloir pondre une loi contre le racisme, mijotée dans la marmite du *Secours Catholique*, dans celle de Monsieur Kouchner, l'éternel adolescent sautillant et excité comme une puce de 55 ans, dans celle de Monsieur Delors, le social-prêtre, qui fait parfois assaut de paganisme, en préférant Bacchus à Dieu, dans celle de Monsieur Seguin, qui souffle sur les braises en attendant son heure et dans celle de Martine Aubry qui doute de tout, mais qui, en réalité, n'est qu'une fausse sceptique...

Une loi contre le racisme et bien entendu contre tous les génocides.

Ce qui permettra, juridiquement parlant, d'inculper ou de mettre en examen les auteurs du génocide - au bilan élogieux de 250.000 morts civils - contre le peuple irakien.

Car, les mêmes belles âmes du combat antiraciste, celles qui passent leur Premier de l'An à Sarajevo (à l'abri des obus tout de même) qui font la chaîne du riz - amer - quelque part en Afrique, et musardent dans les rues de Carpentras, ont hurlé de joie à la curée du maître de chasse Schwarzkopf, général en chef des troupes coloniales contre l'Irak pendant la guérilla du Golfe.

Oui, ce projet est bien utile pour rendre la justice concernant les crimes contre l'Humanité, dont celui perpétué régulièrement contre la population civile irakienne.

Mais l'on doute fort que, Monsieur Bernard Okrent, que Mademoiselle Delors, et quelques parlementaires de tous poils, fassent appliquer la justice. Ils préfèrent, de loin, les jugements. C'est plus souple et plus accommodant selon les cas.

Monter à l'assaut de Bagdad pour soutenir les féodalistes émirats du Koweït et d'ailleurs, donne bien le

ton des intentions de l'impérialisme américain. Gendarmes du monde, pour le pétrole d'abord, pour l'hégémonie ensuite et pour la réélection de Hillary, pardon de Bill Clinton, accessoirement.

Monsieur Sadam Hussein n'est peut-être pas la référence laïque idéale. Il est en tout cas moins confessionnalisé, c'est-à-dire moins conditionné que ses voisins iraniens, koweïtiens ou saoudiens.

Il n'a peut-être pas le sens de la famille, surtout quand il fait trucider ses beaux-frères, nièces, ou neveux, qui ne sont - de toutes façons - pas ceux de Rameau, et qui, partant, ne font pas de tort à la musique.

Mais il a le sens de la nation, concept archaïque et dépassé s'il en est.

Dans le volcan du Proche Orient, la République Française serait bien avisée de ne pas se précipiter dans le courant impérialiste et mondialiste d'un nouvel ordre universel, puisant ses ressources financières dans le coffre-fort de la Banque Mondiale.

Car, à y regarder de plus près, dans toute cette cacophonie émaillée de spiritualisme et de fondamentalisme, Monsieur Sadam Hussein (et tous ses travers) est plus honnête qu'eux.

Joël BONNEMAISON.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.
